

Recherches sociographiques



Commentaire

Vincent Lemieux

Volume 26, Number 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056136ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056136ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lemieux, V. (1985). Commentaire. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 151–153.
<https://doi.org/10.7202/056136ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

COMMENTAIRE

Réjouissons-nous d'abord du chemin parcouru depuis le colloque de 1962 sur la situation de la recherche sur le Canada français. Si Jean-Charles Bonenfant avait été généreux, dans son inventaire des études politiques, j'avais été réduit à parler, dans mon commentaire, de souhaits plutôt que de pistes de recherche effectivement suivies. Je regardais autour de moi, chez les quelques professeurs de science politique de nos départements, à Québec, à Montréal et à Ottawa, et je ne voyais poindre que peu de recherches. J'ai donc suggéré celles que j'étais sur le point d'entreprendre, ou encore qui me tentaient.

Les exposés d'André Bernard et d'André-J. Bélanger, l'un quantitatif et comparatif, l'autre qualitatif et réflexif, ont montré que les études politiques sur le Québec se sont multipliées depuis les années soixante, et ce dans un peu tous les champs. Toutefois, certains de ces champs demeurent sous-exploités. Il y a peu d'études sur les groupes d'intérêt, et pas un seul spécialiste de ce champ dans les départements de science politique du Québec. Comme l'a noté André-J. Bélanger, les études comparatives sont peu nombreuses. La prise de décision politique ou administrative demeure peu connue. La recherche sur l'administration publique est encore sous-développée et, le plus souvent, elle est très descriptive ou très normative.

Les lectures politiques, comme d'autres, sont éclatées. Cela n'est pas étonnant, étant donné la complexité de la science politique, dont les spécialistes sont divisés non seulement selon les régions du monde qu'ils étudient, mais aussi par secteurs (la politique interne, l'administration publique, les relations internationales, la pensée politique, etc.) et selon leur formation disciplinaire (la science politique au sens strict, la sociologie, le droit, l'histoire).

Certains se plaignent de cette dispersion qui rend difficile la professionnalisation et qui donne une allure kaléidoscopique aux études politiques sur le Québec. Mais ce sont là des inquiétudes de politiciens ou de visionnaires qui se sentiraient mieux rassurés par une science politique unifiée, que ne réclament ni les chercheurs, ni d'ailleurs les étudiants. Le monde, heureusement, n'est pas

divisé de la même façon que les départements universitaires. Dans la recherche appliquée comme dans la recherche fondamentale, le politologue doit traverser les frontières de sa discipline. Et les lectures politiques sur le Québec ne sont pas réservées aux seuls politologues.

Le caractère périphérique de notre science politique, noté par André Bernard, est plus inquiétant. Cela tient en bonne partie, il me semble, au fait que la majorité des professeurs de science politique ont fait leurs études doctorales en Europe et tout particulièrement en France, et que les programmes d'échange avec la France sont plus développés que les programmes avec les États-Unis. La science politique des Français étant périphérique par rapport aux principaux courants mondiaux de notre discipline, il n'est pas étonnant que nous soyons réduits nous-mêmes à la périphérie.

Réjean Landry a soulevé le problème à sa manière dans une note qu'il a transmise à quelques-uns d'entre nous, au début de 1983, et dont il me permet de reproduire quelques extraits :

« Mon hypothèse, écrit-il, est qu'il se crée un écart de plus en plus grand entre l'analyse politique de pointe aux États-Unis et au Québec. Nos départements n'offrent que très peu d'enseignements sur les modèles mathématiques d'analyse politique [...] »

« Les enseignements et les publications de la plupart des universitaires québécois se situent au niveau des connaissances littéraires et des connaissances intuitives, alors que les modèles formalisés démontrent le caractère erroné de beaucoup de connaissances intuitives [...] »

« La domination de l'école littéraire et intuitive a eu pour conséquence de ralentir l'accroissement de connaissances empiriques cumulatives sur la politique au Québec. On ne fait plus de travaux sur les élections. Les études sur les groupes et sur les partis se limitent à l'analyse des idéologies. On ne sait rien de plus maintenant qu'il y a quinze ans relativement au parlementarisme québécois. On parle d'indépendance du Québec, mais pourtant, personne ne semble s'intéresser à l'étude des institutions politiques (et de leur *design*). »

Mais il y a plus. Si les études politiques faites au Québec demeurent souvent périphériques par rapport aux principaux courants de la science politique, c'est qu'elles visent trop à l'acquisition de « l'importance » et pas assez au développement des connaissances. Comme le disait Gérard Bergeron, dans une conférence prononcée devant les membres de la Société québécoise de science politique, en mai 1984, il y a chez le politologue un politicien frustré. Pour surmonter la frustration, le politologue cherche à se faire lire ou à se faire entendre par les acteurs politiques, qu'ils soient pro-système ou anti-système. La différence, à cet égard, n'est pas entre ceux qui s'adressent aux leaders en place et ceux qui s'adressent plutôt aux leaders de remplacement, mais bien entre ceux qui ont le culte de la connaissance et ceux qui ont le culte de l'importance.

La tentation de l'importance, quand on y succombe, entraîne plusieurs conséquences. Les lectures politiques se présentent alors en essais plutôt qu'en recherches empiriques. Parce qu'on est pressé d'impressionner les acteurs

politiques et ceux qui pensent comme eux, on n'a guère le temps de faire de recherches sur le terrain. Ces recherches donnent d'ailleurs des résultats trop locaux pour convaincre ceux qui ont une vue « nationale » des problèmes à régler. Les études comparatives ne retiennent guère l'attention, à moins qu'on y trouve argument pour imposer son point de vue. De façon générale, la tentation de l'importance incite à choisir des objets d'étude qui sont complexes et « proches », donc à peu près impossibles à traiter rigoureusement, au détriment d'objets plus limités et plus stratégiques, aptes à faire avancer la connaissance.

Les progrès qui ont été faits dans les lectures politiques du Québec, depuis 1962, montrent que les politologues ont assez bien résisté à la tentation de l'importance. L'évolution récente de la société semble d'ailleurs les condamner à se détacher de plus en plus de cette tentation, puisqu'on fait moins appel à eux dans les médias, dans les colloques, ou dans les officines, pour conseiller les princes de toutes sortes. Les journalistes, les fonctionnaires et les politiciens que nous avons formés ont pris la relève...

Déplorons seulement en terminant que les politologues et les autres spécialistes des lectures politiques du Québec vieillissent ensemble, sans beaucoup de relève en leurs rangs, au moment où ils sont rendus plus disponibles pour la quête de la connaissance, contre les tentations de l'importance.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*